

22. Chez les lambertistes, le ver était dans le fruit

Les lambertistes formaient donc un mouvement politique relativement puissant mais celui-ci avait des faiblesses.

De 1951 à 1981, les lambertistes étaient des trotskystes avec des défauts plus ou moins prononcés pendant ces trois décennies mais ils étaient trotskystes parce qu'ils menaient un combat dans la ligne du programme de transition : le programme de la IVème internationale. Nous allons montrer comment s'est construite l'organisation trotskyste française entre 1951 et 1981 en prenant les noms de PCI puis « groupe Lambert » et enfin OCI. Nous montrerons quelles étaient les faiblesses qui les ont amenés à la capitulation de 1981. Notre but sera plus de faire ressortir ce qu'il ne faut pas faire que ce qu'il faut faire. Il y aurait pourtant beaucoup de choses à dire aussi sur ce point que j'ai abordé dans mon [précédent article](#) puisque le combat des trotskystes fut, par bien des aspects, exemplaire et les succès certains.

Le PCI à la libération

Le PCI avait été créé à la libération en 1944 par la fusion de trois organisations : POI (Parti Ouvrier Internationaliste), CCI (Courant Communiste Internationaliste) et le « Groupe Octobre ». Depuis la libération, les effectifs avaient commencé par monter. Les militants étaient environ 250 en 1945, puis 550 en 1946. Ils furent 740 en 1947. Ensuite, les effectifs ont fondu. Le PCI passe à 432 militants en 1948, 317 en 1949, 259 en 1950. Il serait possible d'examiner ce qui s'est passé pendant toute cette période afin d'expliquer cette croissance suivie d'une décroissance mais cela nous éloignerait trop de notre sujet. Signalons seulement que peu de temps avant la crise pabliste, en 1948, ils ont perdu beaucoup de militants à la suite d'une scission où la minorité a été exclue alors qu'elle n'avait qu'un mandat de moins que la majorité. Les exclus, pour la plupart, ont rejoint le RDR (Rassemblement Démocratique Révolutionnaire) qui était une formation politique éphémère du même genre que le PSA et le PSU qui furent créés ensuite. Cette scission est évoquée à la fin de [cette vidéo sur Jean René Chauvin](#). Les débats sur la nature de l'URSS qui ont déchiré les trotskystes de l'époque sont aussi évoqués. Il fallait savoir s'il convenait toujours, comme l'avait dit Trotsky, de défendre la Russie de Staline alors que celui-ci avait pactisé avec Hitler après avoir fait exterminer tous les bolchéviks et même largement au-delà. Il faut d'ailleurs regarder aussi les deux autres vidéos sur Jean-René Chauvin qui fut un trotskyste exemplaire : [celle-ci](#) et [celle-là](#). Une [quatrième vidéo](#) montre le cheminement de ce vaillant militant qui, ayant abandonné le trotskysme, cherche par diverses voies et, évidemment, avec bien des difficultés, à lutter pour la révolution socialiste.

Jean-Paul Sartre
a déclaré à propos de
Jean-René Chauvin
(notre photo)
que c'était l'homme
qui a écrit cette phrase
extraordinaire :

*"Après être passé par
Mauthausen et Auschwitz
l'ambiance à Buchenwald
m'a paru beaucoup
plus détendue"*



En 1951, le dirigeant qui a sans doute le plus de poids dans le PCI est Marcel Bleibtreu (Favre) qui fut secrétaire général du PCI et l'inspirateur de la lutte contre le pablisme. Pierre Lambert qui était membre du CC et du BP depuis une dizaine d'années vient en second. René Berné (Garrive) avait aussi un rôle important et Daniel Renard, Gérard Bloch et Michel Lequenne un rôle plus secondaire. Tous les six formaient la direction du PCI. Stéphane Just avait moins de poids. C'était un jeune militant non à cause de son âge (il avait 30 ans) mais puisqu'il n'avait adhéré qu'en 1947.



Avril 1948,
au lendemain du
2ème congrès mondial
de la IVème internationale
meeting interne réservé
aux militants.

De gauche à droite
- Marcel Bleibtreu (France),
- Sal Santen (Pays-Bas),
- Pierre Frank (France),
- Jock Haston (Grande-Bretagne)
- Colvin de Silva (Ceylan),
- Grandizo Munis (Mexique),
- Nora Sae (secrétaire).

A l'avant-scène :
- Sylvia Coper (interprète).

Avant mars 1953, quatre cadres supplémentaires sont intégrés à la direction c'est-à-dire au Bureau Politique qui contient alors 7 membres et 3 suppléants. Ce sont Stéphane Just, Emile Lejeune (Milou), Jean Lefevre et Nguyen Giap Thoi (Levan).

Lambert prend la direction

C'est en 1953 que Lambert va prendre définitivement la direction du PCI. Les effectifs sont alors approximativement de 70 militants. Le PCI reste divisé même après le départ de ceux qui

avaient suivi Pablo et Mandel. Deux courants se cristallisent sous les étiquettes : « politique » et « syndical ». L'étiquette « politique » désigne ceux qui mettent leurs espoirs dans une crise du PCF qui semble latente. Ils s'opposent à l'orientation « syndicale » qui regroupe ceux qui insistent sur la nécessité pour chaque militant d'intervenir, par un travail lent et patient, dans un syndicat sur son lieu de travail.

En mars 1953, la direction a été emportée par le courant dit « syndical », avec à sa tête Pierre Lambert. La direction est alors réduite à cinq membres : Pierre Lambert, Daniel Renard, Stéphane Just, Gérard Bloch et René Berné (Garrive). Mais, en fait, Lambert avait un rôle prépondérant. Il dirigeait notamment les finances de l'organisation. Parvenu ce jour-là à la tête de l'organisation, il y restera jusqu'à sa mort en janvier 2008.

Du centralisme-démocratique, Lambert avait principalement retenu le centralisme. Plusieurs exclusions bureaucratiques de militants qui devenaient trop encombrants pour Lambert ont finalement été acceptées par tous entre 1953 et 1979 alors que bien des militants étaient loin d'être convaincus de leur bienfondé.

Premières exclusions

Cela a commencé dès 1953 avec l'exclusion de Marcel Gibelin (dit Marin) qui avait milité pendant toute la guerre dans la clandestinité. Il travailla ensuite à la Sécurité sociale et il devint rapidement le secrétaire du syndicat parisien FO des organismes sociaux, puis membre du bureau de la région parisienne de cette centrale, entièrement passé aux positions de la tendance de gauche dont il fut le membre le plus écouté. Il participa à une délégation de FO en URSS, sans en demander l'autorisation à Pierre Lambert pour lequel il avait peu de considération. Lambert en profita pour l'exclure, sur seule décision du bureau politique. Il se débarrassait ainsi d'un éventuel gêneur avec un argument imparable : Gibelin était allé chez l'ennemi avec des réformistes et sans l'accord de « l'autorité officielle du trotskysme ». Malgré l'indignation de nombreux membres du Comité Central, Gibelin refusa de se battre pour sa réintégration. Il ne croyait plus guère à la possibilité de redresser la IV^{ème} Internationale. Son expédition en URSS ressembla alors à un suicide politique. Quelques mois plus tard, son ami Jacques Danos quitta aussi le PCI.

Trois autres cadres trotskystes sont exclus en mars 1955 : Marcel Bleitbreu, Michel Lequenne et Lucien Fontanel. Cette exclusion touchait, si je peux me permettre l'expression : « l'élite du trotskysme ». Ces trois militants-dirigeants préconisaient que des militants du PCI s'engagent dans la construction de CRC (Comités de Redressement Communiste) afin de créer une fraction du PCF avec le dissident connu : André Marty. L'orientation était discutable mais quelle prétention de la part de Lambert de vouloir dicter une voie unique à tous les militants ! Une telle initiative ne pouvait-elle pas être menée avec la double appartenance au PCI et au CRC sans engager les autres militants ? De multiples fois un travail de fraction a ainsi été mené en direction d'autres organisations. Cette exclusion avait toute l'apparence d'une amputation mais, en se débarrassant de cadres brillants, Lambert renforçait son pouvoir. Il ne sera alors plus question de désaccords puisque le courant dit « politique » est ainsi liquidé. N'est-il pas plus facile pour Lambert de diriger une organisation monolithique ? Désormais, il n'y aura plus jamais de tendances dans les organisations lambertistes. Les trois vaillants trotskystes ainsi sacrifiés avaient pourtant été à la pointe de la lutte contre le « pablisme » quand Lambert n'était qu'à l'arrière-plan. Marcel Bleitbreu avait été le secrétaire général du PCI depuis 1946 jusqu'en 1952. C'est lui qui avait rédigé le texte « Où va le camarade pablo ? » en réponse au texte révisionniste de Pablo : « Où allons-nous ? ». Michel Lequenne nous laisse de multiples écrits dont l'un des plus importants témoignages sur ce que fut l'activité des trotskystes pendant la guerre sous le titre « *Le trotskysme, une histoire sans fard* ». En fait, Lambert se débarrassait ainsi des quelques trotskystes qui pouvaient lui faire de l'ombre. Un an auparavant, Bleitbreu

et Lequenne avaient accusé Lambert de « *capitulation devant l'appareil stalinien* » puisqu'il avait rencontré personnellement Benoît Frachon pour obtenir sa réintégration dans la CGT. Il ne sera plus jamais accusé de quoi que ce soit. Avec ces exclusions, Lambert se débarrassait des derniers vieux militants qui avaient manifesté de l'antipathie à son égard. Les autres étaient partis depuis 1948 avec Jean-René Chauvin.

A propos de cette exclusion, Michel Lequenne, rappelait, à juste titre, un texte de 1953 :

"le centralisme démocratique bien compris ne cherche pas à isoler et à exclure la collaboration d'une minorité du parti, mais au contraire cherche à gagner les minorités à une collaboration et cherche constamment à réduire les frictions éventuelles avec les minorités. C'est précisément par un tel comportement qu'une organisation révolutionnaire démontre sa maturité et la conscience de ses responsabilités devant la classe ouvrière".

Rappelons-nous que Lénine avait conservé dans le parti bolchevik Kamenev et Zinoviev qui n'étaient pas d'accord pour lancer l'insurrection en octobre 1917 et l'avaient annoncé dans d'autres journaux que ceux du parti. Lambert a décidé d'exclure pour moins que ça et tous les militants de l'OCI l'ont accepté. Il fallait assurément faire l'inverse : « *réduire les frictions éventuelles* ». Cela était d'autant plus vrai que, dans cette période de déclin du trotskysme, la démoralisation atteignait beaucoup de militants. Il est à cet égard significatif que des exclus ne se sont guère battus pour rester au PCI. Il ne leur déplaisait pas d'abandonner le combat avec le statut de victimes chassées par Lambert. Seul Michel Lequenne poursuivit l'activité politique en rejoignant les pablistes-mandéliens tout en gardant son esprit critique. L'introduction de son livre « *Le trotskysme sans fard* » est particulièrement claire. Il explique que l'internationale des mandéliens est devenue fantomatique. Il y aurait officiellement 55 sections et organisations sympathisantes et observatrices dans 40 pays regroupant, toujours officiellement, 13 000 militants. Michel Lequenne fait un calcul pour montrer que les effectifs réels sont d'environ 5 200 militants soit la même chose que lors de la proclamation de la IVème internationale. Au-delà des chiffres le tableau qualitatif est encore pire : « *Elle (l'internationale) devint une organisation fantôme, dont la plupart des sections sont des groupes « entristés » dans diverses organisations plus ou moins radicales...* » Pour finir il dit : « *La conclusion est simple : il n'y a plus de IVème internationale* ». Je crois que Michel Lequenne était un militant exemplaire qui s'est rabattu sur les pablistes-mandéliens faute de pouvoir supporter l'autorité de Lambert. Il retrouva ainsi d'autres vieux trotskystes qui avaient été exclus en 1948 et qui partageaient largement son point de vue comme Jean-René Chauvin.

Peu de temps après l'exclusion des trois cadres du PCI, le 14 juillet 1955, René Berné (Garrive) se noyait dans la Marne lors d'une partie de baignade avec Pierre Lambert et Stéphane Just. A partir de ce moment, plus aucun cadre ne pouvait déranger Lambert. En pratique Lambert contrôlait tout. Il devenait à lui seul la direction du PCI. Ce monopole de la direction s'est encore renforcé dans les années suivantes.

Le noyau dirigeant, sous l'autorité de Lambert, s'élargit l'année suivante avec Raoul, François de Massot (dit Forgue) et Pierre Broué alors maître d'internat qui commence son travail monumental d'historien du mouvement ouvrier. Avec Raoul, ce dernier se tourne alors vers l'événement majeur de 1956 : la révolution des Conseils Ouvriers en Hongrie. Celle-ci est quelque peu occultée en France par « la guerre d'Algérie » et la crise du canal de Suez sans parler de la révolution cubaine.

Les sept dirigeants sont alors Pierre Lambert, Daniel Renard, Stéphane Just, Gérard Bloch, Raoul, François de Massot et Pierre Broué. Seuls Lambert et Bloch ont adhéré au trotskysme du vivant de Léon Trotsky.

L'exclusion de Boris Fraenkel



Boris Fraenkel



Balazs Nagy

Lambert décide d'une nouvelle exclusion à la fin de 1966 : Boris Fraenkel accusé d'avoir compromis la sécurité de l'organisation en éditant, avec les moyens de l'organisation, une brochure de W. Reich traduite par ses soins. Plus tard, Lambert et Just donneront un autre motif à cette exclusion. Ils lui reprocheront d'avoir créé « *une clique sexualo-sectaire, courroie de transmission de l'idéologie décomposée du vieux monde* ». Boris Fraenkel avait été recruté en 1958. Dans ce cas, comme dans bien d'autres les arguments avancés officiellement cachaient probablement un véritable motif. En l'occurrence, il a été question d'un conflit avec Gérard Bloch. Lambert fut sommé par Gérard Bloch de choisir entre « lui ou moi ». Il aurait alors choisi de liquider Fraenkel. Je ne peux pas affirmer aujourd'hui si cette exclusion était ou non justifiée. Je trouve des arguments à charge et d'autres à décharge. Il semble bien, dans tous les cas, que Lambert était plus enclin dans les mésententes entre militants à jeter de l'huile sur le feu qu'à chercher à aplanir les difficultés comme doit le faire tout bon dirigeant dans toute association qu'elle soit culturelle, sportive, politique, syndicale... Nous savons notamment qu'il y a eu ainsi une longue animosité entre Stéphane Just et Pierre Broué. N'était-ce pas là encore un moyen d'assurer son autorité par application de l'adage : diviser pour régner ? Si j'avais eu à choisir entre Boris Fraenkel et Gérard Bloch, j'aurais assurément choisi Gérard Bloch eu égard à son glorieux passé. Il semblerait que, lors d'un camp d'été, Boris Fraenkel ait ridiculisé Gérard Bloch qui aurait fait une erreur. Face à une erreur d'un militant, il est assurément possible de réagir autrement qu'en cherchant à le ridiculiser. Ce fut donc, pour le moins, une bavure de Boris Fraenkel qui était pourtant assurément un militant de grande valeur. Il est connu que c'est lui qui a animé le GER suivi par Lionel Jospin. On sait aussi qu'il a joué un rôle important dans le recrutement dans les écoles normales au début des années 60. C'est de là que viennent : Jospin, Jean-Marie Brohm, Jean Puyade, Michel Sérac, Jean-Guy Nény, Claude Chisserey... Pour ce qui est de l'accusation officielle, il est certain que Boris Fraenkel s'est beaucoup occupé de sexualité. Il a traduit des travaux de Reich et de Marcuse. Il est certain aussi qu'il n'a pas toujours cloisonné suffisamment ses deux activités. Dans son sillage, d'autres militants sont partis à commencer par Denise Salomon qui avait été sa compagne et qui était aussi une militante brillante. Elle s'est alors consacrée à l'Ecole Emancipée, une tendance de la FEN. D'autres jeunes comme J.M. Brohm sont également partis avec lui.

L'exclusion de Balazs Nagy

L'exclusion suivante fut scandaleuse. Balazs Nagy (Michel Varga) a été exclu en 1973 comme prétendu agent double du KGB et de la CIA. La brochure « *itinéraire d'un provocateur dans la IVème internationale* » écrite à deux mains par Just et François De Massot (Forgue) est une ignominie contre ce militant révolutionnaire. Il fut en réalité exclu pour crime de lèse-majesté. A ce moment, Lambert a encore renforcé son pouvoir. Il n'a plus seulement le monopole du

pouvoir mais il a aussi une équipe de fidèles lieutenants. Stéphane Just était le « bras armé de Lambert » dira plus tard Charles Berg. François de Massot était son porte-plume car il écrivait très peu lui-même.

Balazs Nagy avait été un militant étudiant du cercle Petôfi lors de la révolution hongroise de 1956 et à ce titre un courageux combattant antistalinien. Il fit partie des quelques 200 000 réfugiés qui passèrent à l'Ouest pour fuir la répression au moment de l'invasion de la Hongrie par les chars du Kremlin venus écraser la Révolution hongroise. Le livre « *Pologne-Hongrie 1956 ou le printemps en octobre - EDI 1966* » rassemble des textes qu'il avait choisis et traduits en collaboration avec Jean-Jacques Marie. Pierre Broué avait écrit la présentation.

La vérité, c'est que Lambert ne pouvait accepter que Balazs Nagy ait commencé à discuter avec Gerry Healy, le dirigeant de la Socialist Labor League (SLL), organisation anglaise membre du regroupement international de l'époque, le CORQI qui avait remplacé le CI et qui faisait concurrence à l'organisation internationale des pablistes : le SU (Secrétariat Unifié qui avait remplacé le SI). Au lieu de dire publiquement la réalité des désaccords, qui ont porté Lambert à ne pas accepter que Balazs Nagy prenne contact avec Healy, Lambert a préféré user des méthodes du mensonge et de la calomnie. Nous ne savons que peu de choses des vrais désaccords.

L'exclusion de Charles Berg

Enfin, Lambert a décidé en 1979 d'exclure Charles Berg. Celui-ci avait brillamment animé le travail de l'OCI en direction de la jeunesse avec l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) et cela avait été la principale source de recrutement de l'OCI. Il avait pris la succession, à ce poste, de son ami Claude Chisseray. Subitement ce cadre important de l'OCI fut accusé à la fois de « falsification » et de « prévarication ». Il était question de « falsification » parce qu'il gonflait les chiffres concernant le recrutement de l'OCI et il était question aussi de « prévarication » puisqu'il « empruntait » du fric dans les caisses de l'OCI pour son propre compte. Mais en se débarrassant au plus vite de Berg, Lambert évitait d'être mis en cause pour des méthodes de fonctionnement dont il était lui-même largement responsable. L'absence de contrôle financier avait favorisé les détournements de Berg. Mais, surtout, « l'affaire Berg » était une des conséquences de la formation d'un mini-appareil composé de permanents dont un bon nombre avaient été recrutés par Berg lequel pouvait les instrumentaliser à sa guise. Il ne faisait que reproduire les méthodes de Lambert. Les racines de « l'affaire Berg » sont dans le mode de fonctionnement de l'OCI institué par Lambert. Pour lui, il valait mieux éliminer Berg précipitamment que de mettre en cause tout le fonctionnement politique, organisationnel et financier du PCI, à commencer par la façon dont fonctionne et vit la direction c'est-à-dire Lambert lui-même. Il était même possible de s'interroger sur son escapade en 1968 avec sa maitresse. Il s'était rendu au Portugal, dirigé par Salazar, en passant par l'Espagne de Franco, tandis qu'éclatait en France quelques évènements au mois de Mai.

D'autres faiblesses

En plus de ces exclusions plus ou moins scandaleuses, l'OCI souffrait de multiples faiblesses. Des erreurs manifestes de la direction de l'OCI n'étaient pas discutées comme par exemple le fait que la FER avait appelé à quitter les barricades dans la nuit du 10 mai 1968 comme si Lambert craignait que son propre rôle soit contesté. La responsabilité de Lambert dans ces déviances était la plus importante mais toute l'organisation était concernée. Les meilleurs des dirigeants révolutionnaires comme Stéphane Just et Pierre Broué étaient, eux aussi, impliqués dans l'exclusion de Balazs Nagy par exemple. Il était finalement admis par tous qu'il ne fallait

pas discuter dans ces cas. Les militants en venaient souvent à avoir une "foi religieuse" dans les dirigeants au lieu de penser par eux-mêmes et de dire bien fort ce qu'ils pensent. D'autres, exclus plus tard, diront :

"C'est notre lourde faute à nous de n'avoir pas réagi et dit tout haut ce que nous pensions. L'atmosphère était, celle de la dissimulation, du clair-obscur et de l'opacité".

Une autre dérive grave de l'OCI fut certainement le recrutement massif de permanents dans la dernière décennie, avant l'élection de Mitterrand. Il n'était pas sain qu'il y ait eu sans doute près d'une centaine de professionnels dans l'OCI elle-même ou dans des syndicats. Ceux-ci étaient entièrement dépendants de Lambert. J'ai vu ainsi des permanents envoyer des militants s'exposer à la répression patronale dans leur entreprise. Les mêmes permanents-dirigeants étaient capables d'expliquer par la suite qu'il fallait exclure d'une cellule un militant qui s'était retrouvé au chômage puisqu'il était devenu une source de démoralisation pour les autres. Un dirigeant révolutionnaire devrait au contraire prendre la mesure des risques encourus et protéger les militants mais cela échappe assez vite à des permanents qui ne risquent rien. Dans le même ordre d'idée les étudiants révolutionnaires devraient avoir l'obligation d'être reçus à leurs examens. L'OCI a sacrifié beaucoup de militants. Bref, l'OCI était une organisation qui affichait pour l'essentiel une ligne révolutionnaire correcte mais le « ver était dans le fruit ». Il y avait de ce point de vue une certaine similitude avec des partis de la IIème internationale à la veille de la guerre 1914-18.

L'OCI restait cependant une organisation révolutionnaire parce que l'orientation de Lambert restait celle du Programme de transition. Mais, si Lambert déviait de cette route qui pourrait, avec ce mode de fonctionnement bien trop bureaucratique, redressait la barre ?